

Juillet 2019

F

	منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة	联合国 粮食及 农业组织	Food and Agriculture Organization of the United Nations	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Продовольственная и сельскохозяйственная организация Объединенных Наций	Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación
---	--	--------------------	--	--	---	--

**COMMISSION DES PÊCHES DE L'OUEST DU CENTRE-ATLANTIQUE
(COPACO)**

DIX-SEPTIEME SESSION

Miami, États-Unis d'Amérique, 15-18 juillet 2019

Première réunion préparatoire de La Commission Des Pêches Pour L'atlantique Centre-Ouest (COPACO) pour sa transformation en une organisation régionale de gestion des pêches, 25-26 Mars 2019, Bridgetown, La Barbade

Le présent document présente le résumé des discussions et recommandations émanant de la première réunion préparatoire pour la transformation de la COPACO en une Organisation régionale de gestion des pêches (ORGP), tenue les 25 et 26 Mars 2019, à Bridgetown, la Barbade.

Action suggérée à l'attention de la Commission :

- La Commission est invitée à examiner le rapport, à le modifier s'il y a lieu et à l'approuver
- Il lui est demandé en particulier de fournir une orientation sur la marche à suivre, notamment en ce qui concerne la feuille de route et l'appui financier et en nature nécessaire à sa mise en œuvre.

INTRODUCTION ET PARTICIPATION

1. La première réunion préparatoire pour la transformation de la COPACO en une Organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) s'est tenue à Bridgetown (la Barbade) les 25 et 26 mars 2019.
2. Les Membres de la COPACO qui ont participé à la Réunion préparatoire sont Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Cuba, Commonwealth de la Dominique, Union Européenne (Organisation membre), France, Guatemala, Guyane, Haïti, Jamaïque, Pays-Bas, Nicaragua, Panama, Saint Kitts et Nevis, Saint Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Suriname, Trinidad et Tobago, Etats Unis d'Amérique. La liste complète des 45 participants figure à l'Annexe B.
3. La réunion a été organisée pour donner suite aux délibérations de la seizième session de la COPACO (tenue à la Guadeloupe (France), du 20 au 24 juin 2016), à laquelle il a été convenu:
 - « de lancer un processus en vue d'établir une Organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) et de clarifier les points en rapport avec la zone de compétence, la couverture des stocks, les incidences budgétaires pour les Membres, la structure institutionnelle, l'adhésion, les processus décisionnels, les aspects ayant trait à la souveraineté nationale, les objectifs et toute autre question pertinente que les membres pourraient envisager de soulever ».

OUVERTURE DE LA RÉUNION

4. Pour le compte du Gouvernement de la Barbade, le Secrétaire permanent du Ministère des affaires maritimes et de l'économie bleue, M. Esworth Reid, a souhaité la bienvenue à la Réunion préparatoire et remercié l'Union européenne (Organisation membre) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour leur généreux appui. Mme Vyjayanthi Lopes, Coordinatrice sous-régionale de la FAO par intérim du Bureau sous-régional de la FAO aux Caraïbes (Bridgetown, la Barbade) et M. Piero Mannini, Fonctionnaire principal chargé de liaison, ont aussi prononcé des allocutions de bienvenue, au nom du Sous-Directeur général de la FAO chargé du Département des pêches et de l'aquaculture (Rome, Italie). Mme Yvette Diei Ouadi, Fonctionnaire de la FAO chargée des pêches et de l'aquaculture et Secrétaire de la COPACO a également souhaité la bienvenue aux participants en les remerciant de leur présence.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS

5. Bien que le point ne soit pas inscrit à l'ordre du jour (Annexe A), la Secrétaire de la COPACO a indiqué que la réunion préparatoire élirait un président et deux vice-présidents. Notant qu'il s'agissait d'une réunion technique, Mme Diei Ouadi a proposé que M. Patrick McConney, Directeur du Centre pour la gestion des ressources et l'environnement (CERMES) soit élu Président. Elle a souligné l'appui technique fourni par M. McConney pour la préparation de cette réunion, son engagement préalable dans le processus de réorientation de la COPACO, sa neutralité et le climat de confiance qu'il a instauré dans la région.
6. M. Marc Williams, Directeur des ressources marines du Département des ressources marines de Saint-Kitts-et-Nevis, et M. Carlos F. Marin Arriola, Directeur, Direction de la réglementation des pêches et de l'aquaculture, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation (Guatemala), ont été proposés comme vice-présidents. Les membres de la COPACO présents à la réunion préparatoire ont soutenu à l'unanimité l'élection du Président et des deux vice-présidents.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DE LA RÉUNION

7. Le Président a ouvert le débat pour l'adoption de l'ordre du jour. Les membres de la COPACO sont convenus de supprimer le point 17 concernant la présentation et l'examen d'un projet de Convention/Accord pour l'établissement d'une ORGP. Ils estimaient qu'il serait prématuré d'examiner le texte d'un Accord/Convention avant de clarifier les questions à aborder lors de la réunion préparatoire.

8. Plusieurs membres de la COPACO considéraient qu'il était encore temps de débattre, dans le cadre du processus de réorientation de la COPACO, de la possibilité de maintenir la COPACO en tant qu'organe consultatif renforcé, établi en vertu de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO (ci-après dénommé « organe de l'Article VI »).

9. Certains membres de la COPACO ont également proposé d'intégrer un nouveau point de l'ordre du jour, traçant une « feuille de route » pour le processus de réorientation.

CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA RÉUNION

10. Mme Diei Ouadi a fait un bref exposé sur le contexte et les objectifs de la réunion préparatoire, en rappelant que le processus de réorientation stratégique de la COPACO avait été lancé à la demande des Membres à la quatorzième session de la Commission. Elle a souligné que la réunion offrait une opportunité de clarifier les questions fondamentales en suspens et insisté sur la nécessité de faire avancer le processus de transformation de la COPACO de manière concrète et pragmatique.

11. Concernant le rôle des observateurs présents à la réunion, il a été indiqué que, bien que leurs connaissances et leur expérience soient précieuses pour les débats, la priorité serait donnée aux interventions des Membres de la COPACO. En conséquence, le Président a précisé que, conformément au protocole et aux règles de la FAO, les Membres de la COPACO seraient autorisés à faire leurs déclarations en premier, et que les observateurs pourraient intervenir ensuite.

12. La réunion est ensuite passée à une discussion générale sur le « *Document de travail à l'appui du processus de réorientation stratégique de la COPACO* » (le « Document de travail »).

PRÉSENTATIONS ET DISCUSSIONS

13. La majorité des Membres du Mécanisme régional des pêches des Caraïbes (CRFM) ont indiqué qu'ils n'étaient pas informés d'un accord explicite en faveur de l'établissement d'une ORGP, ajoutant que les pays du CRFM n'avaient pas pris d'engagement en ce sens.

14. La Secrétaire de la COPACO a fait observer qu'il était précisé au paragraphe 55 du rapport de la seizième session de la COPACO que les Membres de la Commission avaient décidé de: « *lancer un processus pour l'établissement d'une organisation régionale de gestion des pêches (ORGP), et clarifier les sujets ayant trait à la zone de compétence, la couverture des stocks, les incidences budgétaires pour les Membres, la structure institutionnelle, l'adhésion, les processus décisionnels, les aspects ayant trait à la souveraineté nationale, les objectifs et toute autre question pertinente que les membres pourraient envisager de soulever* » et que la présente réunion préparatoire avait été convoquée à cette fin.

15. Les Membres du CRFM ont fait observer que, dans le cas où une ORGP serait créée dans la zone de compétence de la COPACO, elle pourrait s'occuper des ressources présentes dans les zones hors juridiction nationale (ZHJN) alors que les Membres de la COPACO conserveraient le contrôle des ressources de leurs zones économiques exclusives (ZEE). Ils ont ensuite souligné, conformément à ce qui était indiqué au paragraphe 56 du rapport de la seizième session de la

COPACO que « *cette ORGP ne devrait pas remplacer les ORP existantes* » et réaffirmé qu'il était encore possible d'envisager de renforcer la COPACO en tant qu'organe de l'Article VI, de même que les autres ORP. Il a été souligné que pour que la réorientation soit couronnée de succès et durable, le processus devait être conduit par les pays.

16. Des observations ont été faites au sujet de l'introduction de l'Approche écosystémique des pêches (AEP) et de la cogestion, en tant qu'éléments essentiels de la gestion des pêches dans la région, en particulier dans le sous-secteur de la pêche artisanale. La participation et le savoir des parties prenantes pour guider la gestion, notamment les connaissances écologiques traditionnelles des pêcheurs, sont des questions critiques qui restent à traiter pour mieux engager le processus et obtenir l'appui des pêcheurs à une éventuelle ORGP.

OBJECTIFS ET FONCTIONS

17. Mme Cristina Leria, consultante juridique internationale en matière de pêche, a présenté les questions de fond que doivent résoudre les Membres de la COPACO lors de l'examen des autres options institutionnelles. La présentation portait sur les objectifs et les fonctions de la Commission¹ et énonçait trois questions auxquelles il est essentiel de répondre, à savoir: la Commission doit-elle jouer un rôle scientifique? La Commission aura-t-elle pour mandat de formuler des mesures de conservation et de gestion (MCG) et Quel rôle jouera la Commission dans le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS)?

18. Le délégué des États-Unis d'Amérique a indiqué que chaque ORGP opérant dans une région donnée avait des caractéristiques différentes, en ce qui concerne le cadre, la participation, le financement, etc. mais qu'en revanche, sur le plan conceptuel, les ORGP remplissent trois fonctions essentielles, à savoir: approfondir la connaissance scientifique de la ressource, adopter des MCG et garantir la mise en application. Les délégués des États-Unis et de la Jamaïque étaient d'avis que les Membres de la COPACO devaient décider, sans se laisser influencer, des éléments clés de l'entité/arrangement à établir et de la meilleure option pour les Membres de la COPACO.

19. Les Membres de la COPACO estimaient qu'il y avait des carences dans la collecte des données dans la région et qu'il était clairement nécessaire d'obtenir des données sur les stocks et d'autres informations pertinentes pour prendre de bonnes décisions sur la gestion des pêches. Le Délégué de la France a souligné l'importance de l'évaluation scientifique des ressources halieutiques pour progresser dans l'harmonisation de leur gestion.

20. On a également fait valoir que les groupes de travail sur les espèces et les groupes de travail thématiques (actuellement 11 groupes de travail conjoints de la COPACO) devraient intervenir dans le développement des connaissances scientifiques mais qu'ils avaient besoin de ressources pour pouvoir s'acquitter de leurs fonctions. Toutes ces recherches devraient prendre en compte les travaux déjà effectués dans le cadre d'autres programmes tels que le Programme d'action stratégique (PAS) du Grand écosystème marin des Caraïbes et du plateau Nord-Brésil (Programme CLME+). Les participants ont suivi une brève présentation du Programme CLME+ en cours d'exécution dans les ZEE, et des efforts déployés en vue de l'établissement d'un mécanisme de coordination permanent (MCP), et ils sont convenus qu'il devrait en être tenu compte dans le processus de réorientation.

21. Les Membres de la COPACO considéraient également qu'il était important d'inclure dans les fonctions de l'entité/arrangement une obligation de développer les activités de renforcement des capacités dans la région, aussi bien pour les organisations de parties prenantes étatiques que non étatiques. En ce qui concerne les Petits États insulaires en développement (PEID), cette fonction de

¹ Le terme « Commission » est utilisé ici pour désigner une ORGP ou toute autre entité ou arrangement.

renforcement des capacités couvrirait l'exploitation des ressources des ZHJN, de sorte qu'un transfert de technologies des pays développés serait nécessaire pour leur garantir un accès équitable à ces ressources.

22. Les Membres de la COPACO sont convenus que les mesures de conservation et de gestion (MCG) qui seraient adoptées ne couvriraient pas toutes les espèces et qu'il faudrait définir des priorités et des procédures qui respectent leurs droits souverains.

23. Les Membres de la COPACO considéraient en outre que le processus de transformation de la COPACO contribuerait à améliorer le respect des règlements, à renforcer le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) dans la région et faciliterait la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR). L'Union européenne a en effet fait observer qu'une ORGP pouvait être un instrument très efficace pour lutter contre la pêche INDNR, à condition que des éléments clés soient pris en compte dans le cadre juridique et institutionnel national des Membres de la COPACO.

24. Dans le cas de la pêche INDNR, les Membres de la COPACO ont souligné qu'aucun pays ne pouvait la combattre seul. Le Délégué de la Jamaïque a également fait observer que la gestion des pêches devait couvrir tous les stades de la chaîne de valeur. Des problèmes communs, tels que la pêche INDNR, les obstacles au commerce et le changement climatique pourraient être traités dans le contexte de la COPACO réformée.

CHAMP D'APPLICATION

25. Mme Cristina Leria, consultante juridique internationale en matière de pêche, a exposé les problèmes liés au champ d'application de la Commission et à la désignation des stocks qui devraient être inclus dans son mandat et donné des exemples des approches adoptées par d'autres ORGP pour les résoudre. Un des principaux points à trancher est de savoir s'il convient d'inclure une disposition générale mentionnant « *toutes les ressources halieutiques présentes dans la zone de compétence de la Commission* » ou des stocks spécifiques, tels que les stocks chevauchants, les stocks de poissons d'eaux profondes et les espèces de poissons grands migrateurs ne relevant pas du mandat de la CICTA, ainsi que certains stocks transfrontaliers, tels que les requins, les lambis, les langoustes, les crevettes et les dorades coryphènes.

26. M. Piero Mannini, Fonctionnaire principal chargé de liaison, a présenté le concept des stocks partagés et informé les participants des résultats d'une récente enquête de la FAO sur le fonctionnement et le mandat des ORGP; selon cette enquête, de nombreuses ORGP ont décidé d'inclure dans leur zone de la convention la ZHJN comme zone de réglementation et la ZEE/eaux territoriales comme zone de consultation.

27. Le Délégué des Pays-Bas s'est interrogé sur le bien-fondé de se concentrer sur les zones de « haute mer » étant donné qu'il n'y a pas de pêcheries dans ces eaux et que les pêcheurs n'en tireraient aucun avantage. Il a été suggéré de mettre l'accent sur les espèces d'importance économique, et de procéder à des évaluations des stocks concernés.

28. Il ressort des discussions qui ont suivi que les Membres de la COPACO présents à la réunion étaient d'accord pour la création d'une entité ou d'un arrangement qui aurait un mandat au sein de la ZHJN, certains d'entre eux souhaitant aussi étudier la possibilité d'étendre ce mandat aux stocks présents dans la ZEE des États concernés. Il a été convenu qu'une analyse coût-avantages devrait être réalisée au niveau national.

29. Les Membres de la COPACO se sont accordés sur des mesures à court, moyen et long termes, en premier lieu dans la ZHJN où des mesures contraignantes peuvent être mises en œuvre, avec une possibilité d'inclure également certains stocks chevauchants et transfrontaliers,

ou stocks de poissons grands migrateurs présents dans la ZEE, sans préjudice des droits souverains des Membres de la COPACO.

UNE ORGP RELEVANT DE L'ARTICLE XIV DE L'ACTE CONSTITUTIF DE LA FAO, OU UNE OIG INDÉPENDANTE - AVANTAGES ET RISQUES

30. Mme Annick Van Houtte, juriste principale de la FAO, s'est exprimée sur les avantages et les risques institutionnels, juridiques et administratifs d'une ORGP relevant de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO par rapport à une OIG indépendante. Son argumentation se fondait principalement sur les informations contenues dans les tableaux 11 et 12 du Document de travail.

EXPÉRIENCE DE L'ORGANISATION DES PÊCHES DE L'ATLANTIQUE NORD-OUEST (OPANO)

31. M. Fred Kingston, Secrétaire exécutif de l'OPANO, a fourni un aperçu général de l'OPANO, couvrant notamment ses parties contractantes, ses compétences, sa structure, son budget et ses processus décisionnels. La présentation s'est ensuite centrée sur le cadre de l'approche écosystémique des pêches de l'OPANO, qui inclut la « feuille de route » et les mesures écosystémiques de cette organisation, y compris les mesures de gestion par zone, visant à protéger les monts sous-marins et les écosystèmes marins vulnérables. M. Kingston a aussi souligné que l'OPANO appliquait des mesures de conservation et de gestion dans la zone de réglementation (c-à-d la ZHJN) ainsi que des mesures pour la mise en place de mécanismes appropriés pour assurer un SCS efficace

32. Au cours des discussions qui ont suivi, le Secrétaire de l'OPANO a informé les Membres de la COPACO des principaux attributs de la souveraineté des Membres et indiqué que des mesures de conservation et de gestion contraignantes étaient élaborées et adoptées pour la zone de réglementation, qui correspond à la ZHJN de la zone de la convention de l'OPANO.

33. La raison pour laquelle le choix s'est porté sur l'OPANO pour réaliser une étude de cas a également été expliquée. Plus que tout autre Organisme régional des pêches (ORP), cette ORGP a d'importants points communs avec la COPACO, dans la mesure où sa zone de la convention jouxte la zone de compétence géographique de la COPACO et où un certain nombre de Membres de la COPACO, à savoir les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et Cuba, sont aussi parties contractantes à l'OPANO. C'est un exemple d'ORGP réussie, établie depuis longtemps et avancée sur le plan juridique et institutionnel, notamment en ce qui concerne i) sa compétence sur une zone de réglementation et une zone de la convention incluant la ZEE, qui préserve les droits et la souveraineté des pays et ii) le rôle important de son Conseil scientifique.

34. Les Membres de la COPACO ont jugé intéressante la présentation faite par l'OPANO, en particulier l'approche d'application des MCG dans la zone de réglementation. En s'appuyant sur la discussion de l'OPANO, les Membres ont demandé au Secrétariat de préparer un schéma de la structure que pourrait avoir une nouvelle entité ou un nouvel arrangement a) qui aurait un rôle consultatif dans les domaines scientifique, du renforcement des capacités, du transfert de technologie et du SCS, et b) où des mesures de conservation et de gestion contraignantes pourraient être prises au niveau de la ZHJN, en conservant éventuellement la possibilité d'inclure la ZEE afin de conserver la souplesse requise pour gérer certains stocks ou espèces, comme cela est fait dans le cadre de la Convention OPANO. Les autres questions à prendre en compte seraient la lutte contre la pêche INDNR et des questions liées au commerce, comme les systèmes de traçabilité et de documentation des captures. Ce schéma est indiqué comme ci-dessous :



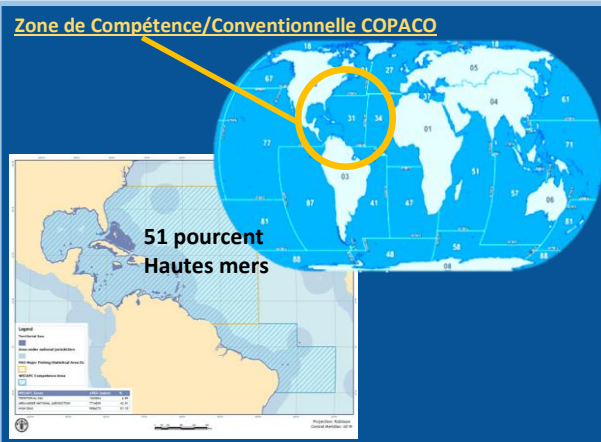
Entité/Arrangement (OIG)

Fonctions de l'entité:

Capacité Consultative

Données Scientifiques

Mesures de Conservation et de Gestion (MCG)



Zone de Règlementation (Modèle NAFO)

SCS

Commerce

Collaboration avec les ORPs:

- 1) CRFM
- 3) CICTA

- 2) OSPESCA
- 4) Autres

35. Les détails de l'arrangement devraient être précisés. L'entité/arrangement international(e) doit être conforme aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres instruments internationaux des pêches pertinents.

RECOMMANDATIONS POUR LA DIX-SEPTIÈME SESSION DE LA COPACO

36. Les membres de la COPACO présents à la réunion préparatoire ont fait les recommandations suivantes:
1. Les membres de la COPACO ont recommandé de veiller à ce que l'éventuel(le) entité/arrangement international(e) qui serait établi(e) soit conforme aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres instruments internationaux des pêches pertinents, et ne porte pas préjudice aux droits, juridictions et obligations des États découlant de la Convention.
 2. Les Membres de la COPACO ont indiqué qu'un(e) entité/arrangement régional(e) de gestion des pêches devrait être chargé des questions essentielles, notamment: les activités scientifiques, les systèmes d'information et de collecte des données, le transfert de technologie, le renforcement des capacités, les questions liées au commerce telles que la traçabilité des produits de la pêche et la certification des captures, les mesures de conservation et de gestion (MCG), la cogestion, le SCS, la lutte contre la pêche INDNR dans la région, et être suffisamment flexible pour répondre aux besoins émergents.
 3. Les Membres de la COPACO ont recommandé que l'entité/arrangement régional(e) de gestion des pêches conserve les objectifs généraux et les domaines thématiques de la COPACO.
 4. Les Membres de la COPACO ont recommandé d'établir une entité ou un arrangement régional des pêches qui définira une zone de la convention et une zone de réglementation dans la ZHJN où des mesures contraignantes peuvent être mises en œuvre, ces zones pouvant aussi inclure certains stocks chevauchants et transfrontaliers ou stocks de poissons grands migrateurs présents dans la ZEE sans préjudice des droits souverains des États Membres de la COPACO.
 5. Plusieurs membres de la COPACO ont indiqué que la faisabilité de l'établissement d'une entité ou d'un arrangement régional de gestion des pêches doté de pouvoirs réglementaires dans la ZHJN devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi aux niveaux national et sous-régional. Ces Membres se sont déclarés disposés à évaluer cette faisabilité avant la deuxième réunion préparatoire, en pleine consultation avec les parties prenantes sur leurs options, leurs alternatives et leur conception de l'entité/arrangement proposé(e). Cette évaluation pourrait comprendre des analyses des stocks à couvrir.
 6. D'identifier ces membres qui conduiront cette étude de faisabilité d'établissement d'une entité régionale des pêches ou arrangement avec pouvoirs réglementaires dans la ZHJN
 7. Les Membres de la COPACO ont recommandé d'éviter les doubles emplois/chevauchements avec des stocks déjà couverts de façon adéquate par une autre entité ou arrangement.
 8. Les membres de la COPACO ont recommandé de continuer à renforcer la coopération régionale par le biais des ORP existants et des nombreuses initiatives prévues et en cours liées à la pêche, en particulier pour créer des synergies.

CLÔTURE DE LA RÉUNION PRÉPARATOIRE

37. La Secrétaire de la COPACO a prononcé l’allocation de clôture. Elle a exprimé sa satisfaction que les objectifs de la réunion aient été atteints, et que la réunion ait marqué un grand pas en avant dans le processus de réforme de la COPACO. Elle s’est félicitée en particulier de tous les débats constructifs et des opinions exprimées sur la direction du processus de réforme de la COPACO qui a débouché sur les recommandations. Elle a indiqué que le rapport résumé de la réunion serait prêt avant le 30 mai. Elle a remercié les participants, l’équipe de la FAO et en particulier Mme Sonya Thompson, l’adjointe au programme de la FAO. Elle a également remercié le Président pour sa contribution et ses talents de facilitateur.
38. La réunion préparatoire a été déclarée close le mardi 26 mars 2019, à 18h 15.

ANNEXE 1

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA PREMIÈRE RÉUNION PRÉPARATOIRE SUR LA RÉORIENTATION DE LA COPACO

25 & 26 MARS 2019, BRIDGETOWN (la BARBADE)

PREMIER JOUR: 25 mars 2019

Matin:

08h30 Enregistrement des participants

09h00 1. Ouverture de l'Atelier

09h15 2. Présentation des délégués

09h30 3. Élection du président &
Adoption de l'ordre du jour et organisation de l'Atelier

09h35 4. Contexte et objectifs de l'Atelier
Yvette Diei Ouadi, Secrétariat de la COPACO

10h00 5. Aperçu général du Document de travail à l'appui du processus de réorientation
stratégique de la COPACO, centré en particulier sur les objectifs de l'ORGP
Annick VanHoutte, Juriste principale, FAO
Piero Mannini, Fonctionnaire principal chargé de liaison

1030 Pause & Photo de groupe

11h00 6. Points de vue des États Membres de la COPACO : Objectifs de l'ORGP

12h00 7. Retours d'information des partenaires/observateurs: Objectifs de l'ORGP

12h30: 8. Zone géographique de compétence et couverture des stocks
Annick VanHoutte, Juriste principale, FAO
Piero Mannini, Fonctionnaire principal chargé de liaison

13h00 Pause déjeuner

Après-midi:

14h00 9. Points de vue des États Membres de la COPACO : Zone géographique de compétence et
couverture des stocks

15h 30 Pause café

16h00 10. Retours d'information des partenaires/observateurs

16h30 11. RECOMMANDATIONS POUR LA DIX-SEPTIÈME SESSION DE LA
COPACO

17h00 Fin de la première journée

17h15 Retour à l'hôtel en autobus

DEUXIÈME JOUR: 26 mars 2019

Matin:

08h30 Réflexion/Résumé sur les délibérations du premier jour

08h45 12. Une ORGP relevant de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, ou une OIG indépendante: Avantages et risques institutionnels, politiques, sociaux, économiques, environnementaux et administratifs

Annick VanHoutte, Juriste principale, FAO

Piero Manini, Fonctionnaire principal chargé de liaison

09h15 13. Avantages et risques associés à une ORGP relevant de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, ou à une OIG indépendante : Expérience de 2 ORGP

09h45 14. Une ORGP relevant de l'article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, ou une OIG indépendante: Préférence des États Membres de la COPACO

10h30 Pause

11h00 15. RECOMMANDATIONS POUR LA DIX-SEPTIÈME SESSION DE LA COPACO

11h30, 16. Projet de Convention et d'Accord

Expert juridique international en matière de pêche

12h00 17. Débat et recommandations en séance plénière

13h00 Pause déjeuner

Après-midi:

14h00 18. Projet de Règlement intérieur et de Règlement financier, notamment régime et barème des contributions au budget autonome de l'ORGP devant être adoptés après son entrée en vigueur; premier programme de travail de l'ORGP; et propositions en vue de l'établissement de sous-commissions ou d'autres organes subsidiaires

Expert juridique international en matière de pêche

14h30 19. Débat et recommandations en séance plénière

15h30 Pause

16h00 20. Adoption du rapport succinct

17h00 21. Cérémonie de clôture

17h15 Retour à l'hôtel en autobus

ANNEXE 2

LISTE DES PARTICIPANTS

Antigua and Barbuda/ Antigua y Barbuda

HORSFORD, Ian S.
Chief Fisheries Officer (Ag)
Fisheries Division
Ministry of Agriculture, Lands, Fisheries
and Barbuda Affairs
Point Wharf Fisheries Complex
Lower North Street, St. John's
Tel/Fax: (268) 462-1372
E-mail: Ian.Horsford@ab.gov.ag
fisheriesantigua@gmail.com

Barbados

Fisheries Division
Ministry of Maritime Affairs
and the Blue Economy
Princess Alice Highway
Bridgetown
St. Michael

WILLOUGHBY, Stephen
Chief Fisheries Officer
Tel.: (246) 535-5800/01/02
Fax: (246) 436-9068
E-mail: bajanwahoo@yahoo.co.uk
Fisheries.division@barbados.gov.bb

LESLIE, Joyce
Deputy Chief Fisheries Officer
Tel: (246) 535-5800/03
Mobile: (246) 243-1669
Fax: (246) 436-9068
E-mail: joyce.leslie@barbados.gov.bb
Fisheries.division@barbados.gov.bb

Belize/Belice

GONGORA, Mauro E.
Fisheries Officer
Belize Fisheries Department
Ministry of Forestry, Fisheries and
Sustainable Development
PO Box 148, Belize City
Tel.: (501) 224-4552
Mobile: (501) 601-8187
E-mail: mauro.gongora@fisheries.gov.bz
megongora@hotmail.com

Cuba

ALMANDOZ SUAREZ, Gloria E.
Especialista de Relaciones Internacionales
Ministerio de la Industria Alimentaria
(MINAL)
Calle 41 e/ 48 y 50, Playa
La Habana
Tel.: (53-7) 212-39 11/212-39 31/212-39 66
E-mail: gloria.almandoz@minal.gob.cu

Commonwealth of Dominica

SEBASTIEN, Riviere
Chief Fisheries Officer
Ministry of Agriculture, Food
and Fisheries
Government Headquarters
Roseau
Tel.: (767) 266-5291
Mobile: (767) 276-1702
Fax: (767) 448-0140
E-mail: sebastien65@ufl.edu

European Union (Member Organization)/ Unión Europea (Organización Miembro)

VARSAMOS, Stamatis
International Relations Officer/
Scientific Officer
Directorate General for Fisheries
and Maritime Affairs (DG MARE)
Tel.: 32-2-298-9465
E-mail: Stamatios.Varsamos@ec.europa.eu
MARE-B2@ec.europa.eu

France/Francia

MATTLET, Anne-France
Deputy Head of Unit
European and international affairs unit
Directorate for sea fisheries and aquaculture
Paris
Tél. +33 (0)1 40 81 91 20
E-mail: [anne-
france.mattlet@agriculture.gouv.fr/](mailto:anne-france.mattlet@agriculture.gouv.fr)
annefrance.mattlet@gmail.com

Guatemala

MARIN ARRIOLA, Carlos F.
Director, Dirección de Normativa de la
Pesca y Acuicultura (DIPESCA)/
Vicepresidente de la reunión
Ministerio de Agricultura, Ganadería y
Alimentación
Km. 22 Carretera al Pacífico
Edificio La Ceiba, 3er. Nivel
Barcenas Villa nueva
Tel: (502) 6640 9329/Cel. (502) 5684 0660
E-mail: dipescaguatemala@gmail.com
cfmarin1058@gmail.com

Guyana/Guiana

BAIRD, Gary
Head, Legal and Inspectorate Unit
Fisheries Department
Ministry of Agriculture
Regent and Vlissengen Roads, Georgetown
Tel.: (592) 225-9559/226-1833
Mobile: (592) 661-5464
E-mail: garybairdis@yahoo.com
garybairdis@gmail.com

Haiti/Haití

CHARLES, Roger
Responsable Suivi-Evaluation
Programme de Développement de la Pêche
Artisanale
Direction des Pêches et Aquaculture
(DPAQ)
Ministère de l'Agriculture, des Ressources
Naturelles et du Développement Rural
(MARNDR)
Route National #1, Damien
Port-au-Prince
Tél.: +509 3657-0507
Email: roger.charles84@yahoo.fr

Jamaica

KONG, Gilbert A.
Director of Fisheries
Fisheries Division
Ministry of Industry, Commerce,
Agriculture and Fisheries
Marcus Garvey Drive, PO Box 470
Mob: (876) – 416-6743
Email: jmdof@yahoo.com/
gakong@micaf.gov.jm

Netherlands/Paises Bajos

NADER, Gelare
Senior Fisheries Manager
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality (NL)
Bezuidenhoutseweg 73
2594 AC The Hague
Mobile: (31) 6 38 82 53 05 (Mobile)
E-mail: g.nader@minlnv.nl

DE VRIES, Yeori
Policy Officer for Fisheries, Agriculture
and Economic Affairs for the Caribbean
Netherlands
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
Ministry of Economic Affairs of Climate
Policy
Kaya Gobernador Debrot 46
Kralendijk, Bonaire
Caribbean Netherlands
Tel: +599 715 8393
Mobile: +599 781 0205
E-mail: Yoeri.deVries@rijksdienstcn.com

Nicaragua

BARNUTY NAVARRO, Renaldy A.
Director de Investigaciones Pesqueras
Instituto Nicaragüense de Pesca y
Acuicultura (INPESCA)
Km 3.5 Carretera norte
Managua
Tel. 505- 22-442401; Ext. 140
Celular INPESCA: 505-842-041-10
Email: rbarnutti@inpesca.gob.ni/
rbarnutti@yahoo.com

Panama/Panamá

PINZON MENDOZA, Zuleika
Administradora General
Autoridad de los Recursos Acuáticos de
Panamá (ARAP)
Bella Vista (Antigua Estación El Arbol)
Avenida Justo Arosemena y Calle 45
Edificio La Riviera
Tel nos. 507-511-6057/
Mobile: (507) 6555-0957
E-mail: zpinzon@arap.gob.pa
pinzonzuleika@gmail.com

**Saint Kitts and Nevis/
Saint Kitts y Nevis**

WILLIAMS, Marc
Director of Marine Resources
Department of Marine Resources/
Vice-Chair of the meeting
Bay Road, Basseterre
Tel.: (869) 465-8045
Mobile: (869) 668-1188
Fax: (869) 466-7254
E-mail: marcwill3@aol.com
dmskn@gmail.com

Saint Lucia/Santa Lucía

WILLIAMS-PETER, Sarita
Chief Fisheries Officer
Department of Fisheries
Ministry of Agriculture, Fisheries, Physical
Planning, Natural Resources and Co-
operatives
Point Seraphine, Castries
Tel.: (758) 468-4183/35/43
Mobile.: (758) 725-1609
Fax: (758) 452-3853
E-mail: chieffishslu@outlook.com/
sarita.peter@govt.lc

**Saint Vincent and the Grenadines/
San Vicente y las Granadinas**

CRUICKSHANK-HOWARD, Jennifer
Chief Fisheries Officer
Fisheries Division
Ministry of Agriculture, Forestry, Fisheries,
Rural Transformation, Industry and Labour
Kingstown
Tel.: (784) 456-2738
Mobile: (784) 456-2738
Fax: (784) 457-2112
E-mail: jencruickshankhoward@yahoo.com/
fishdiv@vincysurf.com

Suriname/Surinam

WIRJODIRJO, Muriel
Head, Coastal, Inland and Deep Sea fishery
Fisheries Department
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
and Fisheries
Cornelis Jongbawstraat 50, Paramaribo
Tel.: (597) 472233
Mobile: (597) 8505431
E-mail: murielwirjodirjo@yahoo.com

**Trinidad and Tobago/
Trinidad y Tabago**

MARTIN, Louanna
Fisheries Officer
Marine Fishery Analysis Unit (MFAU)
Fisheries Division
Ministry of Agriculture, Land and Fisheries
Western Main Road, Chaguaramas
Tel: + (868) 634 4504, + (868) 634 4505
Fax: + (868) 634 4488
Email: lmartin@fp.gov.tt

**United States of America/
Estados Unidos de América**

WARNER-KRAMER, Deirdre
Acting Deputy Director
Office of Marine Conservation (OES/OMC)
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
Department of State
Washington, DC 20520-7878
Tel.: (202) 647-2883
E-mail: warner-kramerdm@state.gov

U.S. Department of Commerce
National Oceanic and Atmospheric
Administration
National Marine Fisheries Service
1315 East-West Highway
Silver Spring, Maryland 20910

LOWERY, Iris
Tel: (727) 551-5713
E-mail: iris.lowery@noaa.gov

FAITEL CIMO, Laura
Office of International Affairs and Seafood
Inspection
Tel: +1 (301) 427-8359
Email: laura.cimo@noaa.gov

RAUCH, Samuel D.
Deputy Assistant Administrator for
Regulatory Programs
Tel: (301) 427-8000
Mobile: (301) 938-6431
E-mail: samuel.rauch@noaa.gov

OBSERVERS/OBSERVADORES

Caribbean Natural Resources Institute/ Instituto de Recursos Naturales del Caribe (CANARI)

LEOTAUD, Nicole
Executive Director
105 Twelfth Street
(Corner of 8th Avenue and 12th Street)
Barataria
Tel: 868 638 6062/ 868 674 1558
Fax: 868 674 1788
E-mail: nicole@canari.org/
executive.director@canari.org

Centre for Resource Management and Environmental Studies/Centro para Estudios Ambientales y Manejo de Recursos (CERMES)

The University of the West Indies
Cave Hill Campus
Saint Michael, Barbados
Fax: (246) 424-4204

McCONNAY, Patrick
Director/
Chairperson of meeting
Tel.: (246) 417-4725
E-mail: patrick.mcconney@cavehill.uwi.edu

OXENFORD, Hazel
Professor of Marine Ecology and Fisheries
Tel.: (246) 417-4571
E-mail: hazel.oxenford@cavehill.uwi.edu

MAHON, Robin
Professor Emeritus
Tel.: (246) 417-4570
E-mail: robin.mahon@cavehill.uwi.edu

Caribbean Large Marine Ecosystem/ Gran Ecosistema Marino del Caribe (CLME+)

WALKER, Laverne
Senior Project Officer
Edificio Chambacú
Cra 13B# 26-78
Sector Torices
Cartagena, Colombia
Tel.: (57) 5 664 82 92
CLME+ Project (UNDP/GEF)
E-mail: LaverneW@unops.org

(CNFO-CU)/Red de Organizaciones Pesqueras del Caribe – Unidad de Coordinación (CNFO-CU)

LAY, Mitchell
Coordinator
Head of Delegation
New Winthorpes, St. Georges
Antigua and Barbuda
Tel.: (268) 784 – 4690
E-mail: mitchlay@yahoo.co.uk

Caribbean Regional Fisheries Mechanism Secretariat/Mecanismo Regional de Pesca del Caribe (CRFM)

Princess Margaret Drive
Belize City, P.O. Box 642
Belize
Tel.: (501) 223-4443/ 610-3315
Fax: (501) 223-4446

HAUGHTON, Milton
E-mail: milton.haughton@crfm.int
Milton.haughton@crfm.net

HEADLEY, Maren
Research Graduate
E-mail: maren.headley@crfm.int

International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT)

DELGADO, Raúl
Director de Inspección Vigilancia
y Control
Autoridad de los Recursos Acuáticos de
Panamá (ARAP)
Edificio la Riviera
Avenida Justo Arosemena y Calle 45
Bella Vista (Antigua Estación El Arbol)
Tel : (507) 511-6000
E-mail : rdelgado@arap.gob.pa

Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO)

KINGSTON, Fred
Executive Secretary
2 Morris Dr., Suite 100, Halifax
Nova Scotia
Canada, B3B 1KB
Tel: (902) 468-5590 ext. 202
Mobile: (902) 471-6236
Email: fkingston@nafo.int

**Organización del Sector Pesquero y
Acuícola del Istmo Centroamericano
(OSPESCA)**

MORALES RODRIGUEZ, Reinaldo
Director
Regional Directorate of Fisheries and
Aquaculture (SICA/OSPESCA)
Final Bulevar Cancillería
Distrito El Espino, Ciudad Merliot
Antiguo Cuscatlan
La libertad
El Salvador
Tel: (503) 2248-8840
Mobile: (503) 7737-0921
E-mail: rmorales@sica.int

Sargasso Sea Commission

FREESTONE, David
Executive Secretary
Sargasso Sea Commission Secretariat
1630 Connecticut Avenue NW, Suite 300
Washington, DC 20009
Tel.: (202) 518-2071
E-mail:
dfreestone@sargassoseacommission.org

**FOOD AND AGRICULTURE
ORGANIZATION OF THE UNITED
NATIONS/
ORGANIZACION PARA LA
ALIMENTACION Y LA
AGRICULTURA DE LAS NACIONES
UNIDAS (FAO)**

Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italy

MANNINI, Piero
Senior Liaison Officer, FIAP
Tel: (39) 0657056451
E-mail: Piero.Mannini@fao.org

VAN HOUTTE, Annick
Senior Legal Officer, LEGA
Tel.: (39) 0657054287
E-mail: annick.vanhoutte@fao.org

**WECAFC SECRETARIAT/
SECRETARIA COPACO**

FAO Subregional Office for the Caribbean
2nd Floor, United Nations House
Marine Gardens, Hastings
Christ Church, BB11000
Barbados
Fax: (246) 427 6075

DIEI OUADI, Yvette
Fishery and Aquaculture Officer/
WECAFC Secretary
Tel: (246) 426-7110/11; Ext. 249
E-mail: Yvette.DieiOuadi@fao.org

PHILLIPS, Terrence
Regional Project Coordinator
Stewardfish project
Tel: (246) 426-7110/11; Ext. 243
E-mail: Terrence.Phillips@fao.org

MENDOZA, Jeremy
Regional Project Coordinator
FAO-UNOPS (UNJP/RLA/217/OPS)
Tel: (246) 426-7110/11; Ext. 263
E-mail: Jeremy.MendozaHill@fao.org

MONNEREAU, Iris
Regional Project Coordinator
CC4Fish Project
Tel: (246) 426-7110/11; Ext. 239
E-mail: Iris.Monnerneau@fao.org

BEALEY, Roy
Fishing operations efficiency and quality
consultant for climate change adaptation in
Caribbean fisheries
Tel: (246) 426-7110/11
E-mail: Roy.Bealey@fao.org

THOMPSON, Sonya
Programme Assistant
Tel: (246) 426-7110/11; Ext. 244
E-mail: Sonya.Thompson@fao.org

**RESOURCE PERSON/PERSONAL
EXPERTO**

LERIA SIRVENT, Maria Cristina
International Legal Fisheries Consultant
Washington, USA
Tel: (202) 250-4791
E-mail: cristinaleria@comcast.net

